



UNSA-Education

De Seine Saint Denis

Déclaration au CSA SD du 2 février 2024

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA SD,

Un remaniement ministériel est venu colorer l'actualité récente pourtant déjà bien surchargée. Mais pouvait-il en être autrement ? Et ce remaniement servira-t-il la cause des personnels de l'Éducation nationale ? L'UNSA Éducation a commencé par saluer la nomination d'une femme à la tête du ministère qui prend en charge le premier budget de l'État. Si l'Unsa Education salue la continuité pour les politiques sportives nous nous inquiétons d'un si grand ministère mêlant tant d'enjeux essentiels alors que des Jeux Olympiques se préparent. Ce ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ne peut et ne doit pas être piloté directement par l'Élysée ou Matignon.

C'est bien au quotidien que tous les personnels de ces trois champs ont besoin de leur ministre.

Pour l'UNSA Éducation, il faudra donc recommencer le travail de persuasion des mandats que nous portons.

Mais cette nouvelle ministre a aussi, dès son 1er déplacement, tenu des propos méprisants vis-à-vis de l'école publique et de ceux qui la fréquentent ou qui y travaillent. Sa réponse aux journalistes concernant la scolarisation de ses enfants à Stanislas n'était en rien une réponse argumentée mais une réponse idéologique, ultra-libérale et antirépublicaine. Ce séparatisme social, assumé avec cynisme, est un signal extrêmement mauvais, que nous dénonçons.

Concernant l'ordre du jour, et les mesures de rentrée scolaire 2024, pour l'UNSA Éducation, c'est une décision de raison de créer 40 postes dans le département.

Néanmoins la question de l'attractivité n'est pas soldée, aussi bien financièrement qu'au regard des conditions de travail.

Au moment où les concours ne font plus recette notre ministre s'est entêté à croire que la question de l'attractivité financière était soldée. Il n'en est rien. On peut détourner le regard de la réalité mais, faire l'autruche à ce point-là la tête enfouie dans le sable relève du manque de responsabilité politique et de reconnaissance envers les personnels.

Notre baromètre des métiers indique que plus de 91% des personnels du département interrogés pensent que leur rémunération n'est pas à la hauteur de leur qualification ni de leur investissement.

Alors que la profession est mal rémunérée au regard du niveau de diplôme exigé, de la charge de travail et des conditions d'exercice, il est somme toute assez cynique d'instrumentaliser le réel besoin d'augmentation des rémunérations des personnels,

impactés de plein fouet par le recul de leur pouvoir d'achat, pour mettre en œuvre au sein de l'Éducation nationale le travailler plus pour gagner plus.

Lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le Premier Ministre s'est félicité d'une revalorisation historique des enseignants mais la mise en place du pacte ne correspond en réalité qu'à la rémunération d'une mission supplémentaire et non la réponse à une véritable revalorisation des missions déjà existantes.

Au-delà de la question des salaires, il faut prendre en compte les derniers bilans en matière de santé et sécurité des personnels. D'ailleurs plus de 78% des personnels de Seine Saint Denis selon notre baromètre estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes. La première cause de souffrance au travail est désormais établie : les risques psycho-sociaux à laquelle l'employeur se doit de prendre toutes ses responsabilités en instituant un manque d'attractivité des métiers permanent.

Pour l'UNSA Education, la baisse démographique prévue de 1240 élèves pour la rentrée 2024 dans le département aurait pu être l'occasion de créer davantage de postes de Rased, de renforcer les effectifs de remplacement pour les absences ordinaires et les congés de formation initiale et continue. Le problème majeur du remplacement des enseignants ne se résoudra pas. Trop d'absences restent encore non remplacées y compris celles liées aux convocations aux instances comme le CSA SD d'aujourd'hui.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en ne créant aucun poste alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires. Les dédoublements en EP ne peuvent pas être la réponse à tout. Il est temps de changer d'orientation pour répondre à la réalité des besoins des élèves des écoles.

Par ailleurs, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

Dans la vision globale portée par l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par le sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de revalorisation et de recrutement pluri-annuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle au lycée aux côtés des personnels de santé. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs. Mais, cette année encore le ministère n'en fait aucun cas. Par ailleurs, force est de constater que les professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état

critique a été atteint.

Au lieu d'investir dans le service public d'Éducation, notre employeur choisit les économies budgétaires. Notre système éducatif vit de multiples crises : crise de sa capacité à faire mieux réussir chaque élève, crise de fonctionnement, crise de recrutement et crise de justice sociale. L'État refuse de se saisir des défis actuels à leur juste mesure. En conduisant une politique modeste des emplois et d'insuffisance salariale, il ignore les enjeux, en refusant d'y répondre de façon adéquate.

Par ses choix et ses orientations, l'État manque encore une fois l'occasion d'offrir des perspectives positives aux agents ainsi que de redonner confiance en l'avenir à notre pays qui fait face à des crises majeures.

Nous vous remercions pour votre écoute.

Xavier Lioté
UNSA Education 93

